

NIGÉRIA

République fédérale du Nigéria

CAPITALE : Abuja

SUPERFICIE : 923 768 km²

POPULATION : 103 460 000 habitants

CHEF DE L'ÉTAT et du GOUVERNEMENT : Abdulsalam A. Abubakar, remplacé par Olusegun Obasanjo le 29 mai

LANGUE OFFICIELLE : anglais

PEINE DE MORT : maintenue

NIGÉRIA

La situation des droits humains a continué de s'améliorer, ce dont attestaient les nouvelles libérations de prisonniers politiques intervenues pendant l'année. Les décrets militaires autorisant le recours à la détention administrative et favorisant la tenue de procès iniques ont été abrogés juste avant que les militaires ne cèdent le pouvoir, en mai, à un gouvernement civil élu. Les troubles intercommunautaires et les massacres interethniques se sont multipliés dans plusieurs régions du pays, notamment dans le delta du Niger, où les soldats, confrontés à des mouvements de protestation et à des actions de groupes armés, auraient recouru à la force de façon abusive, voire employé une force meurtrière. La peine de mort était toujours en vigueur, mais les exécutions auraient été moins nombreuses.

Retour à un gouvernement civil

Au mois de janvier ont eu lieu les élections des Assemblées et des gouverneurs des différents États, suivies en février par les scrutins législatif et présidentiel. Ces élections s'inscrivaient dans le cadre du processus de « *transition vers un régime civil* » relancé par le gouvernement militaire dirigé par le général Abdulsalami Abubakar depuis le décès, en juin 1998, du général Sani Abacha. Le général en retraite Olusegun Obasanjo, chef de l'État de 1976 à 1979 et prisonnier d'opinion de 1995 à 1998, a remporté l'élection présidentielle ; il est entré en exercice le 29 mai 1999. Malgré les graves irrégularités qui ont entaché le déroulement du scrutin, les résultats ont été globalement acceptés.

Début mai, le gouvernement militaire a promulgué une nouvelle Constitution, dont le texte avait fait l'objet, en 1995, de recommandations de la part d'une Conférence constitutionnelle en partie élue. De nouveaux amendements y avaient été introduits par le gouvernement militaire, mais il n'avait jamais été publié. De nombreuses critiques ont dénoncé le caractère antidémocratique de son élaboration, la concentration des pouvoirs, notamment ceux de la police et du système judiciaire, entre les mains du gouvernement fédéral, et le transfert de juridiction pour toutes les affaires impliquant le gouvernement. Celles-ci ne seraient plus jugées par les hautes cours des États mais par les hautes cours fédérales (nettement moins nombreuses). Face à ces critiques, le gouvernement a annoncé une révision de la Constitution.

En avril, la Commission des droits de l'homme de l'ONU, qui avait désigné un rapporteur spécial sur le Nigéria en 1997, a mis un point final à ses enquêtes. Le rapporteur spécial a rendu compte de la première visite qu'il avait pu effectuer dans le pays en novembre 1998, et il a fait état d'une amélioration de la situation des droits humains. Le Commonwealth, qui avait suspendu l'adhésion du Nigéria à la suite de l'exécution en 1995 de neuf militants ogoni, a levé la mesure de suspension au mois de mai.

Réformes législatives de première importance

Deux décrets militaires ont été promulgués fin mai, portant abrogation de 31 décrets militaires, notamment ceux qui suspendaient les dispositions de la Constitution de 1979 relatives aux droits humains et ceux qui retiraient aux tribunaux le pouvoir de contester la légalité des actions intentées par le gouvernement militaire. D'autres décrets ont été amendés dans le but de rendre leur compétence aux tribunaux ordinaires dans les affaires pénales. Des groupes de défense des droits humains et des associations de femmes ont fait part de leurs craintes après que plusieurs États du Nord – le premier ayant été l'État de Zamfara en octobre – eurent pris des mesures en vue d'étendre la compétence des tribunaux chargés d'appliquer la *charia* (droit musulman) et d'introduire des châtiments corporels plus sévères.

Parmi les décrets supprimés figurait le Décret n° 2 de 1984 relatif à la sûreté de l'État et à la détention des personnes, autorisant le placement en détention arbitraire et illimité, sans inculpation ni jugement, de toute

Le Décret n° 2 de 1987 relatif aux troubles sociaux autorisait la constitution par l'armée de tribunaux spéciaux chargés des troubles sociaux. Le caractère politique et l'iniquité des procès qui se sont déroulés entre 1987 et 1995 devant ces tribunaux ont entraîné l'exécution, en 1995, de neuf militants ogoni.

Au nombre des autres décrets abrogés figuraient le Décret n° 29 de 1993 relatif aux infractions de trahison ou aux délits contre la sûreté de l'État, qui élargissait le champ couvert par la notion de trahison, ainsi que le Décret n° 12 de 1994 relatif au gouvernement militaire fédéral (suprématie et exercice du pouvoir), à effet rétroactif, interdisant toute action judiciaire visant à contester la légalité d'une mesure ou d'un décret pris par le gouvernement.

Parmi les décrets qui ont été amendés en vue de rendre leur compétence aux tribunaux ordinaires, citons le Décret n° 5 de 1984 (dispositions spéciales) sur les vols et l'usage d'armes à feu, qui prévoyait la peine de mort pour le vol à main armée. Pour les infractions de ce type, les hautes cours des États ont retrouvé leur compétence, et il est désormais possible d'interjeter appel devant la Cour d'appel et la Cour suprême. Depuis 1970, sous les régimes militaires successifs, plus de 2 600 personnes ont été exécutées après avoir été, la plupart du temps, condamnées à mort par des instances appelées tribunaux pour vol et usage d'armes à feu. Ces tribunaux ont maintenant été supprimés.

Lutte contre l'impunité

En juin, le gouvernement a constitué et placé sous la direction de l'ancien juge à la Cour suprême C.A. Oputa, une commission chargée d'enquêter sur les atteintes aux droits humains commises dans le passé, puis de faire des recommandations concernant les réparations aux victimes et les mesures de prévention à prendre. Son mandat – enquêter sur les violations commises entre 1984 et mai 1999 – a été étendu de façon à remonter jusqu'en 1966. Plus de 11 000 informations sont parvenues aux enquêteurs ; bien souvent, elles concernaient des violations commises en pays ogoni vers le milieu des années 90. À la fin de 1999, les auditions n'avaient pas encore débuté.

De nombreux représentants et partisans du gouvernement militaire précédent ont été inculpés de participation à des violations aux droits humains. Mohammed Abacha, fils du général Abacha, ancien chef de l'État, et quatre autres personnes, dont de hauts responsables des forces de sécurité, ont été inculpés en octobre de faits liés au meurtre de Kudirat Abiola, en juin 1996. Kudirat Abiola était l'épouse de Moshood Abiola, vainqueur probable de l'élection présidentielle de 1993 annulée par les militaires, et mort en détention en 1998. L'un de ces hauts responsables ainsi qu'un médecin militaire ont eux aussi été inculpés dans l'affaire du meurtre présumé du général de division à la retraite Sheshu Musa Yar Adua. Cet homme, ancien adjoint du chef de l'État et prisonnier d'opinion, est mort en détention en décembre 1997. En novembre, cinq militaires et policiers de haut rang ont été poursuivis pour tentative de meurtre en février 1996 sur la personne d'Alex Ibru, éditeur de journal et ancien ministre.

Troubles intercommunautaires

Des affrontements intercommunautaires ont fait des centaines de morts dans tout le pays. En mai et en juin, près de Warri (dans l'ouest du delta du Niger), les litiges opposant les Ijaw et les Itsekiri pour des questions liées à la propriété foncière et aux droits d'exploitation des ressources pétrolières auraient fait un très grand nombre de victimes. Deux des trois plus importantes ethnies du Nigéria, les Yoruba et les Haoussa, ont été impliquées dans des massacres intercommunautaires qui se sont produits en juillet à Sagamu, dans le sud-ouest du pays. Ces massacres en ont entraîné d'autres à Kano, dans le Nord, puis d'autres encore en novembre à Lagos, où plus de 100 personnes auraient été tuées. Dans le delta du Niger, les attaques contre les installations pétrolières se sont multipliées, de même que les enlèvements de travailleurs avec demandes de rançons ; un certain nombre de ces otages auraient été tués.

Les forces de sécurité auraient recouru de façon abusive à la force, voire à la force meurtrière, pour réprimer les manifestations de mécontentement de jeunes gens qui protestaient contre l'action des forces de sécurité dans le delta du Niger et réclamaient l'arrêt de la production de pétrole. Les forces armées auraient en outre tué des civils sans défense et rasé leurs habitations pour venger la mort de policiers et de soldats assassinés par des groupes armés.

Au mois de janvier, alors que des groupes ijaw exigeaient que l'armée et les compagnies pétrolières quittent leurs territoires, des soldats auraient abattu au moins 20 personnes dans la ville de Yenagoa et alentour.

✓ Wariebi Ajoko, un adolescent de quatorze ans, a été tué devant sa maison d'Olobiri-Kaiama en même temps

En novembre, au moins 40 personnes, dont des soldats, auraient été tuées dans la ville d'Odi, près de Yenaoga ; auparavant, un groupe armé avait fait feu sur des soldats qui cherchaient à les arrêter, et les forces armées ont alors riposté en bombardant la ville. Le groupe armé avait, selon certaines informations, massacré 12 policiers. Les membres d'une commission sénatoriale, qui s'est rendue sur les lieux une semaine plus tard, ont déclaré que la ville avait été rasée et qu'ils avaient vu plusieurs cadavres dans les rues. Les autorités n'ont fourni aucun renseignement sur les victimes ni sur les personnes arrêtées.

Libérations de prisonniers politiques

Les libérations de prisonniers politiques qui avaient commencé juste après la mort du général Abacha se sont poursuivies en 1999. Au mois de mars, au moins 39 personnes qui étaient ou pouvaient être des prisonniers d'opinion, arrêtées dans le cadre de présumées tentatives de coups d'État, ont recouvré la liberté.

Dix soldats ont été libérés. Ils avaient tous été emprisonnés à la suite d'une tentative de coup d'État en 1990. Deux d'entre eux avaient pourtant été acquittés par un tribunal militaire spécial.

Les 17 prisonniers (tous officiers de l'armée) toujours incarcérés après avoir été reconnus coupables, en 1995, par un tribunal militaire spécial, de tentative de coup d'État – une accusation forgée de toutes pièces – ont été libérés. Les civils condamnés à l'issue des mêmes procès avaient été remis en liberté en 1998.

Huit officiers des forces armées et six civils condamnés, en avril 1998, pour leur participation à une tentative présumée de coup d'État en 1997 ont été libérés. Les sentences capitales prononcées contre six d'entre eux, dont le général et vice-président de la République Oladipo Diya, avaient été commuées en 1998.

Partisans du Mouvement islamique

Des partisans du Mouvement islamique, un groupe islamiste du nord du Nigéria, ont été libérés à l'expiration de leur peine ou après avoir acquitté une amende annulant leur peine d'emprisonnement. Ces personnes avaient, semble-t-il, été condamnées en 1996 et en 1997 à l'issue de procès politiques inéquitables.

✓ Mohamed Aminu Ahamed serait mort au mois de mai dans la prison de Lapia (État du Niger) en raison du manque de soins et des conditions carcérales éprouvantes. Deux autres personnes condamnées lors des mêmes procès, Abdulkadir Magaji et Mohammed Salisu, étaient décédées dans cette prison en 1998.

Journalistes

Sous le régime militaire, des journalistes ont de nouveau été arrêtés aux fins d'interrogatoire, généralement pour de courtes périodes, après avoir publié des articles critiquant les forces de sécurité ou avoir fait l'objet de plaintes non fondées.

✓ En février, la police de Lagos a arrêté Kingsley Uwannah et Kayode Sofuyi, deux membres du personnel du groupe de presse auquel appartient le journal *The News*. Ils ont été placés en détention pendant une semaine sans être inculpés. Trois autres employés ont été détenus une nuit entière et également relâchés sans inculpation.

✓ En octobre, le rédacteur en chef d'un journal édité par le *Movement for the Survival of the Ogoni People* (MOSOP, Mouvement pour la survie du peuple ogoni), Jerry Needam, a été placé en détention au secret sans inculpation ni jugement pendant trois semaines. Il semble que les policiers recherchaient la provenance d'une fuite concernant une directive émanant de la police, qui qualifiait le MOSOP et d'autres groupes de défense des droits humains actifs dans le delta du Niger de « *forces ennemies* » ; ladite directive ne définissait que de façon très floue le cadre dans lequel les forces de sécurité avaient le droit d'utiliser la force meurtrière à l'encontre de manifestants. Jerry Needam a été relâché sans inculpation au terme de ces trois semaines.

Mauvais traitements

Les personnes arrêtées par la police ou l'armée étaient couramment victimes de passages à tabac, puis détenues dans des conditions pénibles et insalubres.

✓ En avril, un enseignant et défenseur des droits humains, Ugochukwu Agi, a été arrêté en même temps que deux autres personnes, frappé par des soldats et détenu pendant trois jours avec des suspects de droit commun, qui l'ont déshabillé et également battu. Il avait depuis longtemps fait siennes les préoccupations de la communauté locale concernant l'existence de l'usine à gaz d'Obite. Il avait d'ailleurs participé à des mouvements de protestation après une explosion survenue en mars, qui avait fait cinq morts parmi le personnel de l'usine. Cet engagement aurait motivé son arrestation. Il a été relâché sans inculpation.

lieu de doter les enquêteurs afin d'assurer l'efficacité de leur travail. Amnesty International a également fait part au gouvernement d'un certain nombre de motifs de préoccupation.

✓ Moussa Goukouni, enseignant tchadien et ancien diplomate, aurait été arrêté à Maiduguri, dans le nord-est du Nigéria. Soupçonné d'entretenir des liens avec un groupe d'opposition armé tchadien, il aurait été transféré en août vers un camp militaire situé près du lac Tchad. Amnesty International s'est enquis de son sort auprès des autorités nigérianes, étant donné qu'en 1992 des personnes expulsées du Nigéria avaient été exécutées de façon extrajudiciaire au Tchad, et que d'autres exécutions extrajudiciaires avaient eu lieu dans ce pays en 1996.

Visites d'Amnesty International

Une délégation d'Amnesty International s'est rendue au Nigéria en juin et en juillet pour y mener des recherches et participer, avec des membres de l'Organisation au Nigéria, à des réunions administratives.

Pour en savoir plus

Nigéria. Des prisonniers politiques sont libérés. Il reste pourtant des questions sur les violations commises dans le passé (index AI : AFR 44/01/99).